

Reconstruire à Gaza entre guerre et paix

GAZA, 28 janvier 2013 (IRIN) - Ashraf Azzam, 33 ans, se tient au milieu des ruines de sa maison dans la région de Zeitoun, dans l'est de la ville de Gaza, détruite par une attaque des forces israéliennes qui ont bombardé la zone deux mois plus tôt.

« Tout est allé trop vite. Au début, un missile d'avertissement est tombé sur notre maison ainsi que sur les maisons voisines ; nous nous sommes précipités dehors pour nous mettre à l'abri, nous n'avons pas eu le temps de réfléchir », a-t-il déclaré à IRIN.

« L'attaque israélienne a touché une maison voisine, en face de la nôtre, c'était comme un tremblement de terre, tout bougeait ; il y avait de la poussière et de la fumée partout, ce qui avait des effets ravageurs », a-t-il dit.

À la lumière du jour, ils ont découvert que leur maison avait été détruite. Aucun membre de la famille n'avait été blessé, mais certains de leurs voisins ont été tués.

Pour le moment, la famille étendue d'Ashraf (15 membres comprenant sa mère, ses frères, leurs femmes et leurs enfants) est dispersée et vit dans des appartements loués.

Maisons détruites

Lors des huit jours marqués par l'escalade du conflit en novembre, les bombardements israéliens de la bande de Gaza en représailles aux tirs de roquette des militants à Gaza auraient détruit 200 cellules d'habitation, fortement endommagé 300 autres et partiellement endommagé 8 000 maisons, selon le ministre du Logement et des Travaux publics à Gaza, Yousif Al Ghraiz.

Les travaux de reconstruction ont déjà commencé mais, du fait des cycles de violence répétés, la reconstruction post-conflit ne dure pas toujours.

L'oncle d'Ashraf, Mohammed, 61 ans, vit dans le quartier et a vu sa maison endommagée par la même attaque de missile. Ce n'était pas la première fois qu'il assistait à une telle chose. La maison familiale dans la ville de Gaza avait été complètement détruite durant les 23 jours de conflit de 2008-2009 et la reconstruction s'était seulement achevée quelques mois plus tôt.

« [Nous] ne nous attendions pas à ce que cela recommence. Cette fois-ci, cela n'a pas seulement détruit ma maison, mais également un autre bâtiment qui était ma principale source de revenus, c'était l'endroit où je louais des appartements ».

« Nous allons rester ici et nous reconstruirons encore notre maison. Bien sûr, nous craignons que la maison et le quartier ne soient de nouveau visés, mais cela doit-il nous empêcher de reconstruire nos vies ? La réponse est absolument pas, car nous avons la volonté de le faire », a-t-il déclaré.

M. Al Ghraiz a affirmé que l'administration de Gaza avait fait reconstruire 2 800 des 3 500 cellules d'habitation détruites lors du conflit de 2008-2009 et que la reconstruction des 700 restantes était en cours.

Évaluation et reconstruction

Des équipes du ministère des Travaux publics, des municipalités locales et des Nations Unies effectuent des missions d'évaluation des dégâts dans la bande de Gaza depuis les attaques de novembre.

Un grand nombre de rues sont remplies de décombres, mais certaines ont été nettoyées et les Palestiniens font ce qu'ils peuvent pour recycler les débris en les vendant aux carrières des environs et aux entreprises de concassage de pierres qui en extraient du gravier et des agrégats de construction.

Cela peut remplacer les matériaux de construction classiques qui sont rares ou interdits depuis les sanctions économiques imposées par Israël en 2007.

Dans une [publication](#) récente, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a déclaré que Gaza était privé de développement à cause du blocus : « Par conséquent, les besoins en développement et en reconstruction dans la Bande de Gaza sont énormes : de la gouvernance à l'emploi, en passant par l'environnement et les infrastructures ».

« Bien sûr, nous craignons que la maison et le quartier ne soient de nouveau visés, mais cela doit-il nous empêcher de reconstruire nos vies ? La réponse est absolument pas, car nous avons la volonté de le faire », Mohammed, habitant de Gaza.

Quatre semaines plus tôt, à la suite des négociations de cessez-le-feu, Israël a donné l'autorisation de faire entrer du gravier à destination du secteur privé pour la première fois depuis six ans. Mais les quantités importées sont toujours très réduites et la plupart des matériaux sont destinés aux projets de construction internationaux, selon le centre juridique pour la liberté de mouvement ([Gisha](#)).

Avant que le blocus israélien ne soit imposé en 2007, près de 150 camions de gravier destinés au secteur privé entraient à Gaza chaque jour, selon Ra'ed Fattouh, président du comité de coordination pour l'entrée des marchandises dans la Bande de Gaza.

Ces trois dernières semaines, il y a eu en moyenne 100 camions (800 tonnes) par semaine, alors que le fer et le ciment sont toujours interdits, a déclaré M. Fattouh.

Osama Kuhail, directeur du syndicat des entrepreneurs palestiniens, affirme que ces quantités sont insuffisantes et que le secteur de la construction à Gaza nécessite environ 200 camions de gravier par jour.

« Il y a beaucoup de projets qui pourraient être exécutés si les matériaux étaient disponibles. Nous pouvons lancer de véritables projets d'investissement immobilier et de grands projets immobiliers destinés aux personnes à faible revenu. L'interdiction des matériaux pour le secteur privé a de lourdes conséquences sur les projets immobiliers », a-t-il ajouté.

Le gravier qui transite par Shalom Kerem coûte environ 23 dollars la tonne, a-t-il déclaré, contre 29 dollars la tonne pour le gravier qui passe en contrebande via les tunnels d'Égypte ou contre 12 dollars au point de passage officiel avec l'Égypte, à Rafah (lorsque c'est autorisé).

Plans de reconstruction

La Banque islamique de développement (BID) est en train d'étudier les évaluations des dégâts du ministère du Logement et les conséquences des récentes attaques israéliennes, y compris les cas de maisons endommagées ou détruites.

Refa't Diyab, coordinateur de la BID et du programme du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour la reconstruction à Gaza, a déclaré à IRIN : « Après le dernier conflit, l'aide des États du Golfe arabe s'est axée sur le logement du fait de son importance dans la vie des Palestiniens, notamment à cause du grand nombre de maisons détruites ou endommagées dans les bombardements ».

Grâce au financement des États du Golfe, la BID a investi 76 millions de dollars dans des projets immobiliers depuis le conflit de 2008-2009 et a lancé un projet immobilier de 43 millions qui doit commencer bientôt, a affirmé M. Diyab.

Le Qatar finance 3 000 nouvelles cellules d'habitation destinées aux personnes pauvres et à faible revenu, dans le cadre d'une subvention de plus de 400 millions visant à financer les infrastructures et les projets de service public, d'après M. Al Graiz.

De son côté, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNWRA) a récemment achevé la première étape d'un projet immobilier financé par l'Arabie saoudite et destiné aux familles de réfugiés qui ont perdu leurs maisons au début des années 2000 à cause des incursions et des attaques israéliennes, notamment dans le sud de la Bande de Gaza.

L'UNWRA travaille également sur des projets immobiliers avec le financement des Émirats arabes unis et du Japon, et, après le conflit de 2008-2009, elle était venue en aide à environ 55 000 familles qui avaient perdu leur maison. Près de 1 000 familles n'ont toujours pas de logement permanent.

Un récent [rapport des Nations Unies](#) a déclaré qu'il manquait 70 000 logements à Gaza.